

**« La Saint-Barthélemy au prisme du machiavélisme :
massacre généralisé et intentionnalité politique »**

Thierry Ménissier

Université Grenoble Alpes
Equipe de recherche Philosophie, Pratiques & Langages, EA 3699

Les Cahiers de la Justice, n°1/2011, p. 15-28

Résumé : Le massacre de la Saint-Barthélemy (août 1572) est un épisode de l'histoire de France qui encore aujourd'hui fascine de par la résistance qu'il offre à la qualification. L'examen de l'enchaînement des faits ayant conduit le roi Charles IX à ordonner (vraisemblablement) puis à légitimer (explicitement) le meurtre collectif des Réformés demeurant ou séjournant alors à Paris confirme le mystère intrinsèque de la logique de cet événement. Cette étude entreprend de qualifier le massacre à la lumière du « machiavélisme » entendu moins comme technique de prise du pouvoir que comme vision du monde dans laquelle la violence politique constitue une tentative destinée à contrer les aléas de l'histoire.

Il apparaît opportun, dans le cadre d'une série d'études consacrées à la barbarie et aux crimes contre l'humanité, de convoquer l'éclairage de l'histoire, de la philosophie et de l'histoire des idées politiques, en interrogeant le massacre de la Saint-Barthélemy d'août 1572. Cet événement a fait l'objet de nombreuses études historiques et son cas est fort documenté, au point que, pour une des meilleures historiennes de la question, l'étude de la Saint-Barthélemy peut prendre rang au sein d'une collection intitulée « les journées qui ont fait la France »¹. Pourtant, cet important épisode de l'histoire de France apparaît finalement mystérieux, et il semble très intéressant de se pencher à nouveau sur lui notamment pour tenter de cerner la nature de l'événement. Comment qualifier la Saint-Barthélemy : meurtre de masse, crime d'Etat, massacre généralisé, génocide ? De nos jours encore, la qualification du carnage fait question. Cette hésitation est par elle-même intéressante et révélatrice, car elle atteste d'une difficulté spécifique concernant les relations entre la violence de masse et la

¹ Jouanna (Arlette), *La Saint-Barthélemy. Les mystères d'un crime d'Etat*, Paris, Gallimard, 2007.

politique d'Etat. C'est cette difficulté – mettant en relation le déchaînement de la violence et l'intentionnalité politique – que l'examen de la Saint-Barthélemy va nous permettre d'exposer, en approfondissant son analyse à la lumière du « machiavélisme », c'est-à-dire à la lumière de ce qui se présente comme un schème particulier de la politique et de la pensée politique, susceptible de révéler en quoi consiste plus largement la notion de « processus inhumain » appréhendé dans le cadre d'une logique politique. Le tour d'esprit et la manière de procéder qu'on peut qualifier de « machiavéliques » (auxquels nous avons consacré une étude approfondie²) apparaissent comme une clé d'intelligibilité valable non seulement pour l'épisode de la Saint-Barthélemy, mais également susceptible de permettre la compréhension de la disposition au meurtre de masse.

Le cadre général du massacre parisien

Pour débiter, il est opportun de rappeler les faits, par exemple en se référant à la restitution dramatique proposée par A. Jouanna dans le livre cité plus haut³. Dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 août 1572, plusieurs soldats de la troupe du Duc de Guise, chef du parti catholique, assassine dans sa demeure parisienne l'amiral Gaspard de Coligny, leader des protestants – ce dernier est poignardé puis défenestré. Au Louvre, les principaux lieutenants de l'amiral sont tirés de leur lit et désarmés puis égorgés. Tout ceci semble se passer (point qui n'est pas absolument certain) sur l'ordre du roi Charles IX, fils de Catherine de Médicis, en tout cas son consentement est avéré. Le jour se lève ensuite sur d'effroyables scènes de tuerie : les catholiques, marqués d'une croix au chapeau et distingués d'un brassard blanc au bras traquent leurs adversaires jusque dans leur demeure : les protestants sont trainés dehors et exécutés sans autre forme de procès. Leurs cadavres sont dépouillés, dénudés, parfois mutilés, et entassés sur les places, puis jetés en masse dans la Seine. Le fleuve est longuement souillé et empestera pendant de longues semaines. Les portes de Paris demeurent closes pendant trois jours, personne ne peut s'enfuir, et les chances de survie sont infimes. Le massacre dure une semaine, pendant laquelle le roi, comme terrifié par le massacre, ne sort quasiment pas du Louvre. Le mardi 26 août, toutefois, le roi se rend avec sa famille au Parlement pour tenir un lit de justice. Devant la Grande Chambre du palais de justice, face aux magistrats réunis, il lit une déclaration officielle qui fut reprise le 28 comme déclaration officielle pour toutes les autorités du royaume. Délivrant la version officielle de l'événement, cette déclaration assume la responsabilité politique du massacre en le justifiant comme une

² Ménissier (Thierry), *Machiavel ou la politique du Centaure*, Paris, Hermann, 2010.

³ Cf. Jouanna, *La Saint-Barthélemy*, op. cit., p. 7 sq.

réaction à un complot fomenté par Coligny, et elle distingue entre des bons et des mauvais huguenots :

Sa majesté déclare que ce qui est ainsi advenu a été par son exprès commandement et non pour aucune cause de contrevenir à ses édits de pacification qu'il a toujours entendus comme encore veut et entend observer, garder et entretenir, pour obvier et prévenir l'exécution d'une malheureuse et détestable conspiration faite par ledit amiral, chef et auteur d'icelle et sesdits adhérents et complices en la personne dudit seigneur roi et contre son Etat, la reine sa mère et MM. Ses frères, le roi de Navarre, princes et seigneurs étant près d'eux⁴.

Le nombre de tués est sujet à dispute : on l'évalue entre mille et cinq mille. Une fourchette comprise entre deux et quatre mille est vraisemblable pour le massacre parisien – ce qui, rapporté aux deux cent mille habitants de la capitale, fournit un pourcentage de un à deux pour cent de tués en un peu plus de trois jours. Tandis que le même type de violences se poursuit pendant un mois dans une quinzaine de villes de France, il se produit en France une « Saint-Barthélemy des provinces » (selon la formule de Janine Garrisson⁵), qui provoque, selon certaines estimations, quelques dix mille autres décès. Au-delà du nombre d'assassinats, le déferlement de haine et le cortège de cruautés interpellent : pour reprendre une expression de J. Garrisson, « en un saisissant raccourci, le destin funèbre de Coligny donne la mesure de cette explosion de sentiments aussi puissants »⁶ : à peine est-il tué que, sous le regard du duc de Guise, ses mains et ses parties génitales sont tranchées ; puis la populace s'empare du cadavre, il est décapité, traîné jusqu'à la Seine et jeté dans l'eau ; ensuite on l'en tire le lundi matin pour le conduire au gibet de Montfaucon où on le pend par les cuisses ; enfin, des fanatiques dressent un bûcher destiné à consumer ce qui reste de l'amiral.

Cet enchaînement effroyable était d'autant moins prévisible que, une semaine avant le massacre, une atmosphère de fête régnait à Paris. Le 18 août avait été célébré avec des fastes royaux le mariage de Marguerite de Valois, sœur de Charles IX, avec son cousin Henri de Navarre. Cette union relevait d'une intention politique précise : elle devait consolider la paix conclue entre Catholiques et Protestants en 1570 à Saint-Germain, à l'issue de ce que les historiens identifient comme la troisième Guerre de religion. La cérémonie, en tout cas, avait illustré avec éclat la volonté de réconciliation exprimée par les deux confessions ennemies. Elle s'était accompagnée de trois jours de fêtes publiques, durant lesquelles les deux cours se

⁴ Texte rapporté par Garrisson (Janine), *La Saint-Barthélemy*, Bruxelles, Editions Complexe, 1987, p. 129.

⁵ *Ibidem*, p. 133 sq.

⁶ *Ibid.*, p. 123.

sont côtoyées. A l'issue d'un tel contexte, le massacre semble survenir, dans un brutal contraste, comme un basculement incompréhensible.

En réalité, un événement particulier paraît avoir joué un rôle dans le déroulement des faits, et grandement participé à la transformation radicale du climat social. Il s'agit de l'attentat manqué contre Coligny, le matin du 22 août, lorsqu'en rentrant chez lui après un conseil tenu au Louvre l'amiral essuya un tir d'arquebuse qui lui arracha un doigt de la main droite et le blessa au bras gauche. Si son auteur ne fut pas immédiatement découvert, les supputations allèrent bon train ; on s'aperçut rapidement que l'attentat avait été soigneusement préparé et qu'il avait demandé une logistique importante – dans laquelle plusieurs éléments précis impliquaient directement la famille de Guise. La méfiance entre les deux camps se trouva soudain réveillée. Tout se passa à partir de là comme si une indétermination croissante régissait tant les faits que l'information dont pouvaient bénéficier les protagonistes (même les plus haut placés) sur ces faits. Et c'est à partir de ce moment que commença la querelle des interprétations qui dure encore de nos jours.

Quelle explication en effet donner à la série des événements qui débute avec l'attentat manqué contre Coligny ? Au moins quatre hypothèses majeures dominent la controverse depuis l'époque des faits. D'abord, de manière immédiatement rétrospective, les Réformés ont avancé que tout a été prémédité par le parti catholique. Cette thèse, qu'on peut nommer celle de l'intention politique, permet probablement de rendre l'horreur pensable, mais rien ne vient la corroborer : de nombreux témoignages émanant des Catholiques attestent au contraire de l'impréparation – voire de la surprise – éprouvée devant le carnage. Une deuxième interprétation, centrée sur les relations entre Charles IX et Catherine de Médicis, se fonde sur l'affrontement psychologique entre le souverain et sa mère. Cette interprétation reprend les éléments classiques évoquant, dans le caractère de cette dernière, la perfidie : d'ascendance florentine, patrie de Machiavel, elle aurait harcelé le roi dans le but qu'il ordonne le massacre des Huguenots. Une troisième hypothèse, non contradictoire avec la précédente, renvoie à un complot catholique d'origine internationale, en interprétant les intérêts, d'ailleurs manifestes et multiples, qu'avaient les puissances espagnole et pontificale vis-à-vis des affaires intérieures françaises ; à cet égard la responsabilité de deux protagonistes des faits, les ducs d'Anjou et de Guise, semble engagée avec une certaine vraisemblance. Enfin, il convient d'évoquer l'interprétation « métaphysique » de Denis Crouzet, celle du « rêve perdu de la Renaissance »⁷ : dans cette lecture qui se confronte aux sources théologiques contemporaines

⁷ Crouzet (Denis), *La nuit de la Saint-Barthélemy. Un rêve perdu de la Renaissance*, Paris, Fayard, 1994.

de l'événement prêchant la légitimité du recours à la violence biblique, la Saint-Barthélemy peut se trouver caractérisée comme un « crime d'amour » commis par le roi, paradoxalement issu de la volonté du souverain de se réconcilier avec ses sujets. L'attentat contre Coligny puis le meurtre de ce dernier ainsi que celui de ses lieutenants auraient été commandités par Charles IX afin de préserver son œuvre politique conçue dans un esprit néoplatonicien. Selon l'imaginaire du souverain et de son entourage religieux, l'ardeur mystique du peuple aurait été le moyen d'une union parfaite au sein du royaume. Les désaccords croissants entre le rêve de concorde absolue et la réalité des intérêts politiques variés auraient engendrés une dissociation progressive conduisant à l'hypothèse de la suppression des Protestants, car ceux-ci apparaissaient, vis-à-vis du grand rêve royal, comme des fauteurs de trouble et surtout comme les coupables tout désignés. Cette thèse surprenante n'est pas seulement rendue plausible du fait du profil psychologique instable du roi de France ; elle a pour elle cet élément politique étonnant : la volonté incompréhensible de Charles IX de maintenir envers et contre tout l'édit de pacification proclamé à Saint-Germain en 1570. C'est ainsi, explique D. Crouzet, que la Saint-Barthélemy doit être considéré comme un « événement sans histoire », à savoir comme un épisode dramatique impossible à insérer dans une trame d'intelligibilité.

Ces différentes interprétations s'accordent sur un point : la Saint-Barthélemy constitue un événement d'une importance considérable, car à la fois il marque durablement la mémoire collective de la France et il infléchit pour longtemps la politique intérieure du royaume dans le sens de l'absolutisme comme idéologie politique et du catholicisme comme morale religieuse.

Trois considérations plus précises

Afin de saisir mieux encore la complexité de l'événement, on gagne à affiner son profil historique en ajoutant trois considérations complémentaires. Premièrement, la tuerie parisienne apparaît comme le paroxysme d'une série de violences exacerbées. Le massacre de Wassy, en 1562, avait inauguré la séquence, en présentant d'ailleurs une logique comparable à celle du massacre parisien : de passage dans ce village de Champagne, le duc de Guise avait considéré comme une provocation le fait que des Réformés célèbrent leur office à son passage ; voulant initialement les intimider, il les aurait finalement fait massacrer. Puis, le 1^{er} mai 1569, la prise de Mussidan en Périgord par une armée catholique avait été suivie par la vengeance des hommes de Coligny à Roche L'Abeille. La violence de masse dont relève la Saint-Barthélemy a donc été anticipée par une série de violences politiques et militaires précises, toutes plus ou moins circonscrites ; cette série a probablement préparé la tuerie parisienne en induisant une forme d'indifférence à la souffrance du camp adverse, au point

que l'extermination la plus radicale devienne non problématique ou en tout cas moins problématique. Toujours est-il que la paix de 1570 apparaît, sur une telle toile de fond, comme une tentative politique révélant la tentative d'oublier des violences insoutenables. Mais il faut souligner le fait qu'à ce moment chaque camp perçoit l'autre comme une menace sociale majeure pour soi ; au terme de la première vague des violences, ce qui est mis en question, c'est la possibilité même du vivre ensemble au sein du royaume de France.

A cela s'ajoute le fait que l'édit de 1570 a augmenté le mécontentement et la frustration des Catholiques, et cela de deux façons différentes. D'une part, ils éprouvent une certaine rancœur du fait que, vainqueurs par les armes, ils voient que sous l'influence des modérés de leur propre camp, les huguenots voient leurs positions confortées sous l'effet de traités à leur avantage – ainsi la Saint-Barthélemy a-t-elle pu leur apparaître sous l'apparence d'un événement grâce auquel il était possible de briser cette évolution, voire d'en finir une fois pour toutes avec leurs adversaires. D'autre part, la paix de 1570 a mis les responsables politiques catholiques devant un fait inédit : l'obligation de réintégrer les huguenots dans les charges qu'ils occupaient avant les troubles, notamment au sein des cours souveraines et de justice, et cela en dépit de l'hostilité manifestée par leurs collègues catholiques. L'amnésie des actes de guerre s'était révélée une tâche très délicate ; enfin, une augmentation des impôts avait eu lieu suite aux frais occasionnés par la guerre, d'où le mécontentement du royaume et le fait que les populations se trouvaient sous tension. Autant d'éléments générateurs d'une certaine souffrance populaire, qui explique notamment le très important pillage des biens protestants auquel se livra le peuple de Paris⁸.

Deuxièmement, une attention plus fine révèle, au cœur de la Saint-Barthélemy, non un seul meurtre barbare, mais deux ou trois de nature différentes. Il faut d'abord isoler l'assassinat de Coligny : il visait à supprimer un homme si proche du roi que ce dernier – précocement orphelin – l'appelait « mon père ». Catherine de Médicis, mère possessive et tyrannique, avait tout intérêt à voir disparaître celui dont l'influence auprès de son fils le désignait comme un rival. Après l'attentat manqué, Charles IX s'était d'ailleurs rendu au chevet de Coligny, et avait envisagé de faire rapidement justice. Scandalisés – ou faussement scandalisés, comme on peut l'être en fonction de la théâtralité politique –, les Guises (dont le puissant clan passait pour le bras armé de l'Église dans le royaume de France) s'étaient retirés à Meaux, ce qui avait fait croître la peur de la cour catholique. Inquiétudes qui avaient conduit la tenue, au soir du 23 août, d'un « Conseil étroit » autour de Charles IX qui avança la thèse

⁸ En s'appuyant sur les sources contemporaines du massacre, J. Garrisson avance par exemple le chiffre de 400 à 600 maisons et la somme de deux millions et demi d'écus d'or, cf. *La Saint-Barthélemy, op. cit.*, p. 131-132.

d'un complot huguenot, et au terme duquel fut envisagée la possibilité que les Guises exterminent les chefs militaires protestants, appuyés par les bourgeois de Paris armés pour l'occasion et tandis qu'on aurait fermé les portes de la ville. Il s'agissait, face à l'imminence du danger, de produire une « Justice extraordinaire ». Ainsi comprend-on l'anéantissement des chefs protestants comme un massacre d'un second type, irréductible au premier. Enfin, la tuerie généralisée commise par la population parisienne correspond à une troisième espèce de violence, en ce qu'elle résulte d'une amplification populaire. Le peuple de Paris éprouvait une attitude ambivalente à l'égard du mariage de Marguerite : à la fierté de voir la sœur du roi mariée avec ce faste s'ajoutait un fort ressentiment à l'égard des protestants qui étaient les bénéficiaires de ces noces somptueuses ; à cela s'ajoutait une inquiétude croissante de constater le renforcement du pouvoir politique de ces derniers. L'élément déclencheur de la fureur populaire réside dans l'agitation engendrée par le massacre des chefs réformés dans la nuit du 23 août : il attribue aux protestants le trouble dont il perçoit l'écho et s'arme pour défendre la ville. Le tocsin sonne à Saint Germain l'Auxerrois, immédiatement proche du Louvre, répercuté par de nombreux autres clochers de la capitale. La troisième forme de violence qu'il est possible de distinguer se comprend donc comme un « massacre défensif ». Ici se produit un étrange renversement, si l'on considère que les deux premières formes de violence étaient nettement « offensives » de la part des catholiques envers les protestants.

Troisième considération, le massacre prend son sens en regard de ses acteurs principaux, à savoir les membres de la famille royale : la reine mère Catherine de Médicis (1519-1589) qui est la fille de Laurent de Médicis duc d'Urbino (auquel est d'ailleurs dédié le *Prince* de Machiavel), et son fils Charles IX (1550-1574), roi de France de 1560 à 1574. Ce dernier apparaît comme un personnage fragile ; il a succédé à son frère François II, roi de 1559 à 1560, tandis que son autre frère, roi sous le nom d'Henri III, lui succède de 1574 à 1589. La génération des derniers Valois se distingue par le fait qu'il s'agit d'une dynastie de monarques éduqués par l'humanisme du XVI^e siècle. Ainsi, Jacques Amyot, le grand traducteur des *Vies parallèles* de Plutarque, a été le précepteur d'Henri III. L'humanisme consistait précisément en la tentative de coordonner une éducation inspirée par les valeurs du beau et du bien et une action politique dans laquelle l'idée de dignité – à savoir, celle du rang que chacun doit savoir tenir en société – jouait un rôle cardinal. Cette considération accroît le mystère de l'événement de la Saint-Barthélemy : moins que tout autre, les souverains Valois semblaient disposer à produire par leurs décisions politiques une violence aussi massive et irrationnelle.

Le machiavélisme, une clé pour le massacre de la Saint-Barthélemy ?

On a souvent relevé le fait que l'ombre de Nicolas Machiavel, homme d'Etat et théoricien politique florentin (1469-1527) planait en quelque sorte sur l'épisode parisien. Ce qui peut être interprété de plusieurs manières. D'abord, la cour était dominée par ce qui apparaissait aux Huguenots – mais aussi aux vieilles familles nobles de France – comme le « Parti italien ». Certains courtisans de Catherine de Médicis, tels que Jacopo Corbinelli et Bartolomeo d'Elbène, étaient fins connaisseurs des œuvres du Florentin. On soupçonnait les Italiens de la cour royale d'être les auteurs de manigances subtiles et incessantes, et d'œuvrer à la conservation du pouvoir plutôt que de défendre les justes causes traditionnelles. Un véritable changement culturel était en tout cas redouté à la tête de l'Etat, et l'on a accusé la doctrine de Machiavel tout à la fois d'en être l'instigatrice et d'avoir « empoisonné » les classiques de la tradition humaniste en les dévoyant au point de les faire servir au meurtre. Telle est l'interprétation notamment propagée par le livre que le huguenot Innocent Gentillet fit paraître en 1576, *l'Anti-machiavel*⁹. S'il lui est intégralement dédié et s'il procède de manière méthodique dans l'établissement des « preuves » de l'implication de Machiavel dans la mauvaise politique du royaume, l'ouvrage de Gentillet est toutefois loin d'être le seul à évoquer le Florentin et à condamner son influence¹⁰.

Ensuite, et le débat se déplace de la pensée explicitement développée par Machiavel à l'impact plus sourd de cette dernière sous la forme du « machiavélisme », on a accusé la reine de mettre en œuvre une politique opportuniste, variant avec les circonstances, ainsi que *Le Prince* le recommande au chapitre XVIII. Catherine de Médicis, inspirée par les pages les plus noires de l'opuscule composé pour son père, aurait par suite érigé la tromperie et la trahison en règles de conduite politique. La Saint-Barthélemy reflèterait de la sorte le sens pragmatique et usuel du machiavélisme, politique issue de la légende sombre de Machiavel mais aussi directement liée à ses recommandations, selon une interprétation qui domine le courant de l'antimachiavélisme¹¹. D'ailleurs, l'épisode fut célébré au XVIIe siècle par Gabriel

⁹ Cf. Gentillet (Innocent), *Discours sur les moyens de bien gouverner et maintenir en bonne paix un royaume ou une principauté, divisé en trois parties : à savoir, du conseil, de la religion et police que doit tenir un prince. Contre Nicolas Machiavel Florentin, ou Anti-Machiavel*, édition, commentaires et notes C. Edward Rathé, Genève, Droz, 1968.

¹⁰ Dans la somme qu'il a consacrée aux cent premières années de la réception de Machiavel, Sydney Anglo a plus précisément étudié la littérature politique contemporaine du massacre et analysé les critiques adressées au Florentin. Cf. Anglo (Sydney), *Machiavelli. The First Century. Studies in Enthusiasm, Hostility, and Irrelevance*. Oxford, Oxford University Press, 2005, chapitre VIII : « In Praise of the Saint Bartholomew's Day Massacre », p. 229-270.

¹¹ On peut par exemple trouver un excellent représentant de ce courant avec Leo Strauss et ses *Pensées sur Machiavel* [1958], trad. M.-P. Edmond et Th. Stern, Paris, Payot, 1982.

Naudé comme un « coup d'Etat » particulièrement réussi¹². Mais une telle interprétation n'est pas la plus intéressante, ni n'est même pas la plus plausible – et en un sens, elle apparaît improbable, car la doctrine de Machiavel, loin de recouvrir un quelconque appel au meurtre, promeut un art de gouverner reposant sur une économie de la violence : seul le mauvais machiavélique procéderait aussi brutalement et surtout de manière aussi irréparable. Aux antipodes d'un massacre généralisé comme le fut la Saint-Barthélemy, le machiavélique se reconnaît aux constructions habiles dans lesquelles se joue ce que Pierre Manent a nommé « la fécondité du mal »¹³. Sur un point précis, mais fondamental, l'opposition entre le massacre parisien et la manière recommandée par Machiavel apparaît symétrique : tandis que, dans le premier, la violence connaît une logique expansive (elle part d'un attentat ad hominem et s'achève dans le carnage général), la seconde repose sur la préconisation de la concentrer tout en la maîtrisant politiquement – l'exemple type est fourni avec l'exécution par César Borgia, conquérant et « prince nouveau » de la Romagne, de son propre gouverneur, Remirro de Lorca, « homme cruel et expéditif » auquel le Borgia avait confié les pleins pouvoirs dans le but de pacifier les violences sporadiques que connaissait la province avant même la conquête. Dans l'exemple analysé par Machiavel (qui explique dans une lettre à Francesco Vettori qu'il « imiterai[t] toujours César Borgia » s'il se trouvait dans la situation de nouveau prince), la violence sociale généralisée et incontrôlable est progressivement jugulée par une violence politique ponctuelle et intentionnelle¹⁴. Si on devait schématiser les deux situations, la Saint-Barthélemy le serait sous la forme d'une pyramide dont la pointe supérieure représente la violence initiale faite à Coligny et la base l'expansion (d'ailleurs indéfinie) des violences populaires, tandis que l'histoire machiavélienne de Remirro de Lorca serait figurée par une pyramide inversée, dont le large sommet évoque les violences que connaissait la Romagne avant la conquête par César Borgia, tandis que la pointe tournée vers le bas renvoie à la précision de l'exécution politique.

Il est cependant bien certain que, si le Florentin recommande plutôt la pratique d'un « art de gouverner » dans lequel la violence de masse est déconseillée, son enseignement ne fournissait aucun garde-fou contre une telle violence ; il est même possible de voir en elle, ainsi qu'on l'a sans cesse reproché au Florentin, l'effet de la puissance de désinhibition

¹² Cf. Naudé (Gabriel), *Considérations politiques sur les coups d'Etat* [1639], chapitre II, Paris, Editions de Paris, 1988, p. 92 et 102.

¹³ Cf. Manent (Pierre), « Machiavel et la fécondité du mal », dans *Histoire intellectuelle du libéralisme. Dix leçons*, Paris, Calmann-Lévy, 1987 ; rééd. Hachette Littératures, 1997, p. 91-50.

¹⁴ Cf. Machiavel, *Le Prince*, chapitre VII, dans *Œuvres*, trad. sous la dir. de C. Bec, Paris, Robert Laffont, 1996, p. 127.

morale des écrits machiavéliens. De plus, la maîtrise d'un tel art ne va pas sans engager des risques majeurs d'engrenage dans une violence toujours plus générale.

Si bien qu'en convoquant le tour d'esprit machiavélique pour interpréter la Saint-Barthélemy, c'est la référence à une autre dimension du rapport entre la politique et la violence qui s'ouvre, dans la perspective de ce que nous avons nommé la « conscience tragique du politique » induite par le machiavélisme interprété comme philosophie plutôt que comme apologie de la violence et de la tromperie. De fait, pour le Florentin, l'histoire est le lieu d'un débat permanent entre la *fortuna* (le principe de surgissement du hasard) et la *virtù* (le talent humain, c'est-à-dire la capacité énergétique de s'imposer aux choses et aux hommes). Ce schéma simple se redouble d'une difficulté structurelle pour l'action politique, venant du fait que cette dernière, même très brillante ou extrêmement inspirée dans la création d'institutions (*ordini*) capables de résister aux désordres sociaux internes (*tumulti*), se trouve structurellement en défaut par rapport à la mutabilité fondamentale de l'univers¹⁵. On pourrait dire que, de ce point de vue, Machiavel a repris et systématisé l'intuition qu'avait eue Thucydide à propos de la guerre entre Athéniens et Spartiates dans son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*. Justement, l'explosion du système international constitué par la tension entre cités grecques autonomes, explosion due à l'excès impérialiste (*archè*) d'Athènes, avait engendré une perte des repères habituels dans l'usage politique de la violence et provoqué notamment les effroyables massacres qui se produisirent à Corcyre (c'est-à-dire dans l'actuelle Corfou, île située sur la partie occidentale de la Grèce, qui était une ancienne colonie de Corinthe devenue autonome)¹⁶. Cet épisode, tel que l'analyse Thucydide, apparaît assez comparable à la tuerie de la Saint-Barthélemy, car il repose sur la tension qui existaient entre deux formes de vie politique tout-à-coup devenues inconciliables : les démocrates de Corcyre, appuyés par une flotte athénienne, anéantissent leurs concitoyens du parti aristocrate alliés aux Lacédémoniens – le début d'une guerre civile, attisée par des haines privées conjuguées à la pression d'intérêts internationaux fortement antagonistes, inaugure rapidement une vague de violences décrite par l'historien grec comme une démesure (*hubris*) sans précédent connu :

[...] Les Corcyréens firent un carnage de leurs concitoyens qui passaient pour opposants ; ils en rejetaient la responsabilité sur les adversaires de la démocratie, mais certains moururent aussi victimes de haines privées, et d'autres, qui avaient prêté de l'argent, sous

¹⁵Sur ces aspects « métaphysiques » de l'œuvre machiavélique, voir Machiavel, *Le Prince*, Chap. XXV, p. 173-175.

¹⁶Voir Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Livre III, §§ 70-85, trad. J. de Romilly, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 339-346.

les coups de leurs débiteurs. La mort revêtit toutes les formes et, de tout ce qui est ordinaire en pareil cas, on ne recula devant rien, – et pis encore. Le père tuait son fils, les suppliants étaient arrachés des sanctuaires ou tués sur place, certains périrent même emmurés dans le sanctuaire de Dionysos. Tel fut en effet le degré de cruauté qu’atteignit la guerre civile, et il fut plus sensible parce qu’elle était des toutes premières ; car ensuite, le mouvement gagna pour ainsi dire le monde grec tout entier où des différends opposaient dans chaque ville les chefs du peuple, partisans d’appeler les Athéniens, et les aristocrates, qui tenaient pour les Lacédémoniens, etc.¹⁷

Au-delà des éléments historiques qui les rapprochent formellement, le point commun aux massacres de Corcyre et de la Saint-Barthélemy réside dans le jeu complexe produit par les déterminants objectifs de la violence (les éléments internes aux deux situations sociales ainsi que les facteurs externes tels que les intérêts internationaux) tels qu’ils ont été activés par une intention politique. C’est ici que la dimension du machiavélisme – appréhendé non comme une technique de prise de pouvoir, mais comme « vision du monde » – prend un sens original et profond. En effet, ce type de massacre généralisé ne peut être appréhendé ni comme tuerie d’Etat, puisque l’élément de la volonté politique, sans être évidemment absent, n’y est pas assez marqué (nulle planification organisée ne le régit), ni comme génocide au sens strict du terme, puisque les agressions concernent des individus – opposants politiques, pratiquants d’une religion qui relevait également du christianisme – appartenant à un groupe difficilement qualifiable comme un *genos* (un genre, une ethnie, une race). Il convient donc de saisir avec davantage de finesse la manière dont le registre politique joue vis-à-vis des déterminants objectifs de la violence, et pour cela il est opportun de recourir aux suggestions par lesquelles Machiavel indique comment, dans certaines situations particulières, le remède de l’action politique intentionnelle amplifie le mal au lieu de le soigner. La pensée du Florentin offre ici deux pistes distinctes pour la réflexion.

D’une part, on pourrait suggérer que la Saint-Barthélemy gagne à être appréhendée comme l’élément d’un puzzle plus vaste, lequel, dans l’étrangeté même de son déroulement, n’est pas sans ressemblances avec certaines logiques politiques obliques dans lesquelles il faut déceler le jeu complexe des relations entre la corruption des *ordini* humains et la fortune, qui « démontre sa puissance là où il n’y a pas de vertu ordonnée [*ordinata virtù*] pour lui résister »¹⁸. En reprenant la métaphore humorale héritée de la médecine hippocratique et galénique privilégiée par le Secrétaire florentin, l’Etat français sous la monarchie des derniers Valois se présentait comme un de ces corps agités, divisés entre factions hostiles, livrés à un considérable dérèglement interne, et par suite incapables de déterminer la norme dynamique

¹⁷*Ibidem*, III, 86-87, p. 343.

¹⁸*Le Prince*, Chap. XXV, p. 174, traduction modifiée par nos soins.

de santé qui lui correspond – un Etat dans lequel il n’existait nulle institution capable de permettre « l’épanchement » des humeurs devenues malignes¹⁹. Machiavel estime que dans de telles configurations de corruption de la vie civique, le recours aux « moyens extraordinaires » (*mezzi straordinari*) s’impose comme une sorte de fatalité de par l’absence d’une « voie ordinaire ». Nous avons dit plus haut que certaines phases de la Saint-Barthélemy avaient été représentées par et pour leurs acteurs selon une telle logique : il s’agissait d’en finir une fois pour toutes avec la présence des Réformés, ou encore de casser le mouvement de leur installation dans la société française. Le Florentin remarque également qu’un tel recours est susceptible de nuire à l’Etat tout entier, de précipiter sa perte. Comme, dans une situation de corruption généralisée, c’est le substrat même de la vie civique qui se trouve affecté, à savoir les mœurs sur lesquelles s’appuient normalement les lois, la décision politique prise par le pouvoir en place désireux de conserver son autorité a bien peu de chances d’être éclairée et efficace. Du fait de la corruption morale des gouvernants, il est probable que la solution empire le mal, lorsqu’elle s’appuie sur des factions, intensifiant les différends privés au lieu de parvenir à leur donner une forme constitutionnelle et par là une dimension publique. Le recours à la violence extrême lors de la Saint-Barthélemy illustre ce type d’amplification du mal sous l’effet du remède préconisé par le pouvoir ; dans les termes machiavéliens, elle consiste en un recours à « l’extraordinaire » en situation de corruption morale avancée.

De l’autre, il permis d’interpréter le sanglant épisode comme un phénomène révélant *les effets possibles* de la dimension tragique de la condition politique : un événement tel que la Saint-Barthélemy – comme, dans la guerre du Péloponnèse, l’épisode de Corcyre non moins que la décision prise par le Sénat athénien, plus tard dans le conflit, d’engager l’armée dans l’expédition de Sicile – manifeste une de ces situations de pouvoir dans laquelle le souverain, tout à coup renvoyé aux limites de sa capacité politique, perd littéralement pied, et il sanctionne les effets bien réels d’une politique de l’impuissance. La violence extrême de l’Etat représente l’envers de la faillite de son autorité. Envisagée de la sorte, la Saint-Barthélemy indique qu’il existe des phases où l’effort politique paraît renvoyer à son contraire : le chaos est la conséquence de la volonté de régler politiquement le monde, le revers impuissant de la puissance. Un paradoxe se dessine alors, puisque le machiavélisme « philosophique », en suggérant qu’il existe de telles situations-limites, explique

¹⁹ Cf. Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Livre I, Chap. 7, p. 204 : « Il n’est rien qui rende aussi stable et solide une république que de l’ordonner de telle façon que l’altération des humeurs qui l’agitent aient une voie où s’épancher, disposée par les lois [*E pero non è cosa che faccia tanto stabile e ferma una repubblica, quanto ordinare quella in modo che l’alterazione di quegli omori che l’agitano abbia una via da sforgarsi ordinata dalle leggi*] ».

adéquatement pourquoi aucune solution proposée par le machiavélisme pragmatique ne peut, dans certaines situations d'altération des conditions normales de la vie politique, ne saurait réussir à réorganiser cette dernière. A la rigueur, la Saint-Barthélemy consiste en un épisode imputable à des lecteurs du Florentin que Pascal aurait identifiés comme « demi-habiles » : des interprètes zélés mais limités, des adeptes du machiavélisme pragmatique emportés par la logique de ce dernier, et incapables de comprendre que leurs faits et gestes relevaient de la contradiction tragique révélée par le machiavélisme comme vision du monde²⁰. Face un tel épisode, les deux dimensions du machiavélisme sont donc susceptibles d'entrer en contradiction – en quelque sorte, si Charles IX s'était montré *moins machiavélique et plus habile machiavélien*, il aurait peut-être su jouer la partie en sacrifiant moins de pièces.

La Saint-Barthélemy en perspective

Pour conclure, nous pouvons formuler trois remarques destinées à interpréter l'événement parisien en fonction de trois perspectives différentes. Premièrement, de par la période à laquelle il s'est produit – 1572, soit pendant la Renaissance et par conséquent dans le flot des inventions et des découvertes qui allaient bouleverser le monde occidental et lui donner une considérable longueur d'avance sur les autres civilisations en termes de développement – le massacre de la Saint-Barthélemy présente aussi une valeur de symbole. Préfigurant de loin les génocides totalitaires (même si, précisément, l'élément de la planification exacte fait défaut), il constitue en effet le premier massacre de cette ampleur qui se trouve lié avec une politique d'Etat.

Deuxièmement, en tant qu'événement particulier, la Saint-Barthélemy prend son sens en regard des tensions sociales que connaissait la société française à la fin de XVI^e siècle. Les Guerres de religion dans lesquelles dont elle constitue un important épisode ont consisté en une série de conflits civils attestant de la crise profonde traversée par une société féodale en voie de « modernisation ». Le pouvoir monarchique aussi bien que le peuple parisien, de confession catholique et manifestant un fort attachement à la tradition, percevaient comme une contrainte insupportable le développement de l'ethos réformé ; ce dont les contemporains avaient une conscience plus ou moins confuse, c'est que derrière les motifs religieux de l'opposition entre catholicisme et protestantisme, ce dernier engageait un mode de vie considérablement différent des mœurs habituelles du royaume. Aperçue sous cet angle plus large, la Saint-Barthélemy constitue la réponse paradoxale apportée par une société particulière face à ses contradictions profondes. Réponse paradoxale, car elle consiste à

²⁰ Cf. Pascal, *Pensées*, n°308 et 312 dans l'édition établie par J. Chevalier, Paris, Gallimard, 1954, p. 1166-1167.

proposer comme solution au défi du changement la tentative de suppression massive des acteurs du changement. Les Valois-Médicis furent donc incapables d'accompagner la société française dans son renouvellement. On sait comment Henri de Navarre, homme nouveau qui connut dès ses années d'enfance et de formation la nécessité de l'hybridation morale puis celle du compromis politique, y réussit en partie. La politique de tolérance promulguée avec l'Edit de Nantes (1585) représenta enfin la réponse d'Henri IV au problème qui avait déclenché la Saint-Barthélemy : une réponse innovante, à laquelle la société française n'était d'ailleurs pas encore totalement prête.

Troisièmement, le massacre de la Saint-Barthélemy, tel que le prisme complexe du machiavélisme le donne à méditer, fournit un cas d'espèce susceptible d'aider à la compréhension d'autres épisodes historiques comparables. La question demeure ouverte de savoir si et dans quelle mesure il est possible de rapprocher terme à terme des massacres de masse diversement situés dans l'histoire²¹. Cependant, la matrice d'intelligibilité du machiavélisme entendu comme vision du monde est susceptible de fournir certains éléments précis mettant en relief la place de l'intentionnalité dans le déclenchement des massacres généralisés au sein des sociétés politiquement organisées : notre analyse indique que, dans celles-ci, la décision politique peut présenter, par rapport aux tensions entre groupes antagonistes, les aspects séducteurs d'un recours supérieur. Elle donne en effet l'impression au pouvoir, au sein d'une organisation relativement unifiée, d'être en mesure de *changer radicalement l'histoire*. Or cette séduction est ambiguë : pour y parvenir, et ainsi que l'avait compris Machiavel, il est nécessaire de se confronter directement à la fortune et il s'avère tentant d'adopter ses caractères les plus inhumains – à savoir, son imprévisibilité et une énergie comparable à celle de César Borgia, prince plein de « férocité »²². Attitude qui, dans le contexte de sociétés fortement déstabilisées, revient à prendre le risque d'employer un remède pire que le mal.

²¹ Pour une discussion approfondie de cette question, cf. Sémelin (Jacques), *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, 2005.

²² Cf. *Le Prince*, Chap. VII, p. 128 : « Il y avait chez le duc tant de férocité et tant de vertu [*tanta ferocia e tanta virtù*], etc. », traduction modifiée par nos soins.